

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/12

28 novembre 1997

(97-5250)

## Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

### RAPPORT ANNUEL (1997) DU CONSEIL DES ADPIC

#### I. GENERALITES

1. Depuis la période couverte par son dernier rapport<sup>1</sup>, le Conseil des ADPIC a tenu six réunions formelles, du 11 au 15 novembre 1996 ainsi que le 27 février, du 26 au 30 mai, le 15 juillet, le 19 septembre et du 17 au 21 novembre 1997. Les comptes rendus de ces réunions sont reproduits dans les documents IP/C/M/11-16.<sup>2</sup>

2. Les deux premières réunions précitées ont été présidées par M. l'Ambassadeur Wade Armstrong (Nouvelle-Zélande), les autres l'ont été par Mme l'Ambassadeur Carmen Luz Guarda (Chili).

3. Les réunions du Conseil étaient ouvertes à tous les Membres de l'OMC. Les gouvernements qui sont observateurs auprès des organes de l'OMC ont aussi été invités à y participer. A sa réunion du 27 février 1997, le Conseil a noté que le Conseil général avait, à sa réunion du 7 février 1997, accordé au FMI et à la Banque mondiale le statut d'observateur auprès du Conseil général et auprès d'autres organes de l'OMC conformément aux accords conclus entre l'OMC et ces deux institutions. Il a également décidé d'accorder le statut d'observateur à titre régulier aux autres organisations que le Conseil avait invitées à assister à ses réunions en 1995 et en 1996 sur une base *ad hoc*, à savoir la FAO, l'OCDE, l'UPOV (Union internationale pour la protection des obtentions végétales), l'ONU, la CNUCED, l'OMD et l'OMPI. Cette décision a été prise étant entendu qu'il y aurait réciprocité du point de vue des débats, des documents et d'autres aspects du statut d'observateur. Les décisions concernant les demandes de statut d'observateur présentées par le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe, l'AELE (Association européenne de libre-échange), l'OEA (Organisation des Etats américains), l'OIV (Office international de la vigne et du vin), l'Organisation de la Conférence islamique, le SELA (Système économique latino-américain) et le SIECA (Secrétariat permanent du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale) n'ont pas encore été prises.

#### II. NOTIFICATIONS ET PROCEDURES DE NOTIFICATION

##### i) Article 63:2

4. Aux termes des procédures de notification adoptées par le Conseil à sa réunion de novembre 1995, à compter du moment où un Membre est tenu de commencer à appliquer une disposition de l'Accord sur les ADPIC, les lois et réglementations correspondantes doivent être notifiées sans tarder (IP/C/2). A ce jour, 31 Membres ont notifié au titre de l'article 63:2 tout ou partie de leur législation d'application concernant toutes les dispositions de l'Accord. Dix autres Membres ont notifié leur législation tout en indiquant que cela était sans préjudice de la période de transition dont ils bénéficiaient

---

<sup>1</sup>Document IP/C/8.

<sup>2</sup>Document IP/C/M/16 à paraître.

conformément aux dispositions de l'article 65. Vingt Membres ont présenté des notifications concernant la mise en oeuvre de l'article 70:8 et, dans certains cas, de l'article 70:9 de l'Accord sur les ADPIC; certains d'entre eux ont indiqué que, sur leur territoire, les produits pharmaceutiques et/ou les produits chimiques pour l'agriculture pouvaient déjà bénéficier de la protection conférée par un brevet de produit. A ce jour, le Secrétariat a reçu quatre notifications se rapportant spécifiquement à la mise en oeuvre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord. Les notifications présentées au titre de l'article 63:2 sont distribuées dans la série de documents IP/N/1/[PAYS]/-.

5. Le Conseil, à sa réunion de novembre 1995, est également convenu que les Membres présenteraient des réponses à la liste de questions concernant les moyens de faire respecter les droits (IP/C/5). A ce jour, 30 Membres ont notifié leurs réponses, l'un d'entre eux ayant précisé que sa notification était sans préjudice des droits qu'il tenait de l'article 65. Ces réponses ont été distribuées dans la série de documents IP/N/6/[PAYS]/-.

6. Les obligations relatives au traitement national et au traitement NPF énoncées aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC sont devenues applicables à tous les Membres à compter du 1er janvier 1996. A sa réunion de février 1997, le Conseil a pris note du texte qu'il avait élaboré pour fournir une aide pratique aux délégations présentant des notifications de lois et réglementations se rapportant aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord. Ce texte, qui a par la suite été distribué sous la cote IP/C/9, s'intitule "Notifications de lois et réglementations se rapportant aux articles 3, 4 et 5 de l'Accord sur les ADPIC: formule type pour l'une des modalités de notification possibles". Comme il est indiqué dans ce document, le Conseil des ADPIC a reconnu que les Membres avaient le choix entre plusieurs options pour s'acquitter de leur obligation de notifier les lois et réglementations ayant trait à l'application du traitement national et du traitement NPF au titre des articles 3, 4 et 5 de l'Accord. Trois options ont notamment été définies:

- notifier uniquement les dispositions des lois et réglementations qui visent spécifiquement à satisfaire aux obligations énoncées dans les articles 3, 4 et 5;
- faire une déclaration générale indiquant que les ressortissants des autres Membres de l'OMC jouissent d'un traitement non discriminatoire, en y joignant une liste des exceptions éventuelles à ce principe; ou
- notifier toutes les lois et réglementations en matière de propriété intellectuelle.

Le document contient une formule type qui a été mise au point afin de fournir une aide pratique aux Membres qui choisiraient la deuxième de ces options, sans rien ajouter ni enlever aux droits et obligations des Membres découlant de l'Accord.

ii) Articles 1:3 et 3:1

7. Les articles 1:3 et 3:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui traitent de la définition des personnes admises à bénéficier du traitement prévu dans l'Accord et du traitement national, autorisent certaines exceptions aux règles normales en la matière, sous réserve de la présentation d'une notification au Conseil des ADPIC. Vingt-cinq notifications ont été présentées au titre de ces dispositions. Elles sont reproduites dans la série de documents IP/N/2/[PAYS]/-.

iii) Article 4 d)

8. L'article 4 d) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'un Membre qui chercherait à justifier une exception au traitement NPF en invoquant des accords internationaux se rapportant à la protection de la propriété intellectuelle dont l'entrée en vigueur aurait précédé celle de l'Accord sur l'OMC doit notifier ces accords au Conseil des ADPIC. A ce jour, 43 notifications ont été présentées au titre de cette disposition. Elles sont reproduites dans la série de documents IP/N/4/[PAYS]/-.

9. A sa réunion de février 1997, le Conseil a pris note d'un document d'information informel du Secrétariat intitulé "Clause de l'Accord sur les ADPIC relative au traitement de la nation la plus favorisée (article 4)", dont le dernier paragraphe visait à donner une orientation informelle pour aider chaque Membre à présenter ou à réexaminer sa notification au titre de l'article 4 d).<sup>3</sup> Le texte de ce document, révisé à la demande du Conseil pour tenir compte des remarques faites au cours de la réunion, a été distribué (job n° 1548, daté du 20 mars 1997). Le Conseil est convenu de revenir sur cette question à l'automne 1997 de façon à faire le bilan de la situation à ce moment-là et à la lumière de toutes notifications nouvelles ou révisées qui auraient été faites. Il a de nouveau débattu de la question à sa réunion de septembre 1997. Deux notifications modifiées ont été présentées pour la réunion du Conseil de novembre.

iv) Article 69

10. L'article 69 de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres doivent établir et notifier des points de contact afin de coopérer en vue d'éliminer le commerce international des marchandises portant atteinte à des droits de propriété intellectuelle. Le Conseil a arrêté les procédures applicables à ces notifications en septembre 1995. A ce jour, 81 Membres ont notifié leurs points de contact. La liste la plus récente de ces organismes figure dans le document IP/N/3/Rev.2 et ses addenda.

v) Notifications au titre d'autres dispositions de l'Accord

11. Un certain nombre de dispositions en matière de notification de la Convention de Berne et de la Convention de Rome sont incorporées par référence dans l'Accord sur les ADPIC sans y être expressément mentionnées. A ce jour, un Membre a présenté une notification au titre de ces dispositions. Les notifications de ce type sont distribuées dans la série de documents IP/N/5/[PAYS]/-.

vi) Autres

12. A ce jour, le Conseil a également reçu un certain nombre de communications dans lesquelles les Membres donnent des renseignements sur leur situation au regard des dispositions transitoires prévues à l'article 65 de l'Accord. Certaines de ces communications ont été présentées conjointement avec les notifications faites au titre de l'article 63:2 (voir le paragraphe 4 ci-dessus) et six autres ont été présentées séparément.

### III. EXAMEN DES LOIS ET REGLEMENTATIONS NATIONALES

13. Le Conseil a poursuivi l'examen des lois et réglementations nationales conformément au "Programme pour l'examen des législations d'application nationales en 1996-1997" qu'il avait adopté à sa réunion de novembre 1995 (IP/C/3). Les procédures, qu'il avait initialement arrêtées à sa réunion de mai 1996 pour l'examen des législations dans le domaine du droit d'auteur et des droits connexes, ont été appliquées lors des examens ultérieurs après avoir été dûment modifiées. Elles prévoyaient

---

<sup>3</sup>Voir l'annexe du document IP/C/M/12.

la communication de questions et de réponses par écrit avant la réunion d'examen, et la présentation de questions et de réponses complémentaires au cours de la réunion. Il était possible de poursuivre la discussion, à des réunions ultérieures du Conseil, sur toute question qui s'était fait jour aux réunions d'examen et qui, aux yeux des délégations, n'avait pas été suffisamment étudiée.

14. Les législations de 30 Membres portant sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels ont été examinées à la réunion que le Conseil a tenue du 11 au 15 novembre 1996. Les législations de 33 Membres relatives aux brevets, aux schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés, à la protection des renseignements non divulgués et au contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles ont été examinées à la réunion du Conseil qui a eu lieu du 26 au 30 mai 1997. A la réunion du Conseil tenue du 17 au 21 novembre 1997, les législations de 32 Membres dans le domaine des moyens de faire respecter les droits ont été examinées. Les comptes rendus des exposés introductifs faits par les délégations, des questions qui leur ont été posées et des réponses données, y compris les questions complémentaires et les réponses correspondantes, sont distribués dans les séries de documents IP/Q2/[PAYS]/-, IP/Q3/[PAYS]/- et IP/Q4/[PAYS]/-, respectivement. Certaines questions complémentaires n'ont pas encore reçu de réponse.

15. Le compte rendu de la réunion du Conseil de mai 1997 contient le passage ci-après, extrait de la déclaration faite par la Présidente sur la question des droits de priorité (IP/C/M/13, paragraphe 39):

"La Présidente a indiqué que, dans le cadre de l'examen des législations d'application nationales notifiées au titre de l'article 63:2 de l'Accord, les Membres s'étaient penchés sur la question suivante: "Votre pays reconnaît-il un droit de priorité sur la base d'une demande d'enregistrement de marque antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC?" Une question analogue avait été posée aux Membres de l'OMC au sujet des brevets. Il était apparu que, dans chaque cas, les Membres reconnaissaient ou reconnaîtraient (lorsque les textes portant modification des lois ou des réglementations nationales pertinentes ou des deux seraient en vigueur) un droit de priorité sur la base d'une demande antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC. Une compilation des réponses reçues serait distribuée sous la cote IP/C/W/73. Les participants avaient également demandé si les Membres de l'OMC actuellement tenus d'appliquer toutes les dispositions de l'Accord sur les ADPIC étaient obligés d'étendre la protection visée à l'article 6ter de la Convention de Paris aux Membres de l'OMC qui n'étaient pas parties à ladite convention et qui se prévalaient des dispositions des articles 65 ou 66 de l'Accord sur les ADPIC pour bénéficier d'une période de transition. Tout portait à croire que, pour l'heure, cette obligation existait."

16. Selon le programme pour l'examen des législations d'application nationales qui est actuellement suivi et qui a été adopté en novembre 1995 (document IP/C/3), le Conseil devrait normalement terminer cet exercice d'ici à la fin de 1997. A sa réunion de septembre 1997, le Conseil est convenu d'achever les travaux au printemps de 1998 dans le cas de quatre Membres, qui s'étaient joints au processus tardivement et dont les législations figuraient déjà dans le programme de travail en cours mais ne pourraient pas être complètement examinées avant la fin de l'année. Le Conseil est en outre convenu d'examiner à l'automne 1998 la législation de trois autres Membres, qui avaient accédé à l'OMC pendant la période d'examen en cours et qui n'avaient pas encore été soumis au processus d'examen, même s'ils n'appliquaient pas la période de transition prévue dans l'Accord sur les ADPIC.

17. A sa réunion de novembre 1996, le Conseil est convenu que le Président tiendrait des consultations en 1997 avec chacun des Membres dont la législation n'avait pas été examinée pendant l'exercice en cours, mais aurait été, en totalité ou en grande partie, mise en conformité avec l'Accord sur les ADPIC à l'avance. Ces consultations auraient pour objectif de voir s'il était possible que la législation des Membres en question soit progressivement incorporée au processus d'examen après l'achèvement du programme d'examen en cours, c'est-à-dire au plus tôt en 1998, étant entendu, naturellement, que l'acceptation d'une telle formule par un Membre serait sans préjudice des droits qu'il pourrait faire valoir au titre de l'article 65 et serait considérée comme un geste concret destiné à faciliter les travaux du Conseil. Cette question a de nouveau été débattue à la réunion de juillet et la Présidente a alors dit que le Conseil devrait établir des règles fondamentales devant régir la conduite de ces examens anticipés de façon à ce que tous les Membres soient assurés que l'examen ne serait mené que s'ils étaient volontaires et sans préjudice des droits qui leur revenaient au titre de l'article 65 et que la législation passée en revue ne serait pas soumise à un deuxième examen en l'an 2000. A la réunion de novembre 1997, la Présidente a informé le Conseil que les consultations informelles qu'elle avait tenues sur la question avaient fait apparaître qu'au moins cinq Membres étaient disposés à se soumettre à des examens anticipés à la fin de 1998 ou au début de 1999, aux conditions énoncées dans les règles fondamentales qu'elle avait proposées, mais n'avaient pas permis à l'ensemble des Membres d'arriver au consensus nécessaire.

#### IV. MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 70:8 ET 70:9

18. Le Conseil a examiné la mise en oeuvre de l'article 70:8 et des dispositions connexes de l'article 70:9 à chacune de ses réunions et il a pris note des déclarations faites par certains Membres inquiets de constater que les Membres visés par ces dispositions ne les appliquaient pas tous ou que, s'ils les avaient appliquées, ils n'avaient pas notifié la législation pertinente au titre de l'article 63:2.

19. A la réunion qu'il a tenue en mai, le Conseil a été informé que les parties à un différend concernant ces dispositions étaient parvenues à une solution convenue d'un commun accord, après avoir engagé des consultations conformément au Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (IP/D/2/Add.1).

#### V. FAITS NOUVEAUX INTERESSANTS SURVENUS A L'OMC

20. A ses réunions de février et de septembre 1997, le Conseil a été informé des dispositions figurant dans les protocoles d'accession à l'OMC de trois pays et des passages des rapports des groupes de travail chargés de ces accessions au titre de l'article XII de l'Accord sur l'OMC, qui concernaient l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

21. A sa réunion de novembre 1996, le Conseil a pris note, au titre des "Autres questions", des déclarations faites au sujet des modalités d'accession de l'Equateur à l'OMC qui concernaient l'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC. A sa réunion de juillet 1997, il a pris note d'une communication présentée par l'Equateur sur cette question (IP/C/W/74).

22. Pendant la période considérée, le Conseil a été informé de six procédures ayant trait à l'Accord sur les ADPIC engagées dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends (documents IP/D/6 à 10 et WT/DS50/6) et de trois solutions convenues d'un commun accord (documents IP/D/1/Add.1, IP/D/2/Add.1 et IP/D/4/Add.1).

## VI. COOPERATION TECHNIQUE

23. Le Conseil a poursuivi les travaux dans ce domaine en se fondant sur les procédures adoptées à sa réunion de février 1996. Il est convenu qu'en 1997 les pays développés Membres mettraient à jour les renseignements sur leurs activités de coopération technique et financière conformément à l'article 67 de l'Accord pour qu'ils soient disponibles à la réunion de septembre, qui devait traiter en particulier de la question de la coopération technique. Par souci de transparence, les organisations intergouvernementales ayant le statut d'observateur auprès du Conseil des ADPIC ont également présenté, à l'invitation du Conseil, des renseignements sur leurs activités. En outre, le Secrétariat de l'OMC a donné des précisions sur ses activités de coopération technique dans le domaine des ADPIC. Toutes ces informations sont reproduites dans les documents IP/C/W/77 à 79 et leurs addenda. Pendant le débat, l'attention du Conseil a été appelée sur les dispositions de l'article 66:2 de l'Accord et sur les obligations qui en découlaient pour les pays développés Membres. A sa réunion de novembre, le Conseil a poursuivi le débat sur la coopération technique afin de prendre en compte les renseignements sur les activités de coopération technique reçus juste avant ou après la réunion de septembre.

24. Des pays développés Membres ont notifié les points de contact établis au sein de leur administration auxquels les pays en développement pouvaient s'adresser pour obtenir des renseignements sur la coopération technique dans le domaine des ADPIC. A ce jour, 22 pays développés Membres ont notifié leurs points de contact s'occupant de la coopération technique. Le document IP/N/7/Rev.1 et ses addenda constituent la compilation la plus récente de ces notifications.

25. Le Secrétariat a organisé, conjointement avec le Bureau international de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), un deuxième atelier consacré à des aspects spécifiques de la coopération technique, qui a permis un échange de vues sur les besoins en matière de coopération technique et sur les expériences en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC. Cet atelier, tenu le 14 juillet 1997, avait pour thème la coopération technique visant à améliorer les ressources humaines et les capacités institutionnelles nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant les moyens de faire respecter les droits sur le plan interne.

## VII. EXAMEN DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DE LA SECTION RELATIVE AUX INDICATIONS GEOGRAPHIQUES PREVU A L'ARTICLE 24:2

26. Comme il en était convenu à sa réunion de septembre 1996, le Conseil a commencé à travailler sur cette question en inscrivant à l'ordre du jour de sa réunion de novembre 1996 un point intitulé "Examen de l'application des dispositions de la section relative aux indications géographiques prévu à l'article 24:2"; il a ensuite examiné ce point en tenant compte de l'examen des législations d'application nationales sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels, qui était également inscrit à l'ordre du jour de cette réunion. Le Conseil est convenu d'examiner plus en détail comment traiter la question de la conduite de l'examen au titre de l'article 24:2, et de le faire par le truchement de consultations informelles, qui se dérouleraient à un moment qui devrait tenir compte des délais dans lesquels les délégations communiqueraient les propositions qu'elles avaient promises. A sa réunion de février 1997, le Conseil a procédé à un nouvel échange de vues sur la question dans le contexte de la suite à donner à son rapport de 1996 et a confirmé les dispositions prises pour la conduite de ces travaux. A sa réunion de juillet 1997, le Conseil a débattu de la question en prenant comme base de travail une communication présentée par une délégation (IP/C/W/75) et deux notes informelles. La Présidente a annoncé qu'elle avait l'intention de tenir des consultations informelles avant la réunion de septembre. A l'issue de ces consultations, elle a demandé aux délégations de poser des questions ou de faire des suggestions concernant aussi bien l'objet de l'examen prévu à l'article 24:2 que les procédures à suivre. A la réunion de novembre 1997, la Présidente a informé le Conseil que sept Membres avaient présenté leurs vues par écrit pendant la période

allant de juillet à novembre 1997. La Présidente poursuit ses consultations informelles sur la question en vue de proposer une décision à la deuxième réunion du Conseil en 1998.

#### VIII. MISE EN OEUVRE DE L'ARTICLE 23:4

27. Dans son rapport (1996), le Conseil est convenu d'engager en 1997 des travaux préliminaires sur les questions en rapport avec les négociations concernant l'établissement d'un système multilatéral de notification et d'enregistrement des indications géographiques pour les vins, ainsi que sur des questions en rapport avec l'établissement d'un système de notification et d'enregistrement pour les spiritueux (IP/C/8, paragraphe 34). A sa réunion de février, le Conseil est convenu de commencer ces travaux en procédant à une collecte de renseignements. Il a invité les Membres à fournir des renseignements sur tous les systèmes d'enregistrement des indications géographiques qu'ils ont mis en place. A ce jour, onze Membres ont communiqué des renseignements, lesquels sont reproduits dans le document IP/C/W/76 et ses addenda 1 à 11. A sa réunion de septembre 1997, le Conseil a examiné ces renseignements et est convenu de demander au Secrétariat d'établir une note d'information sur les systèmes de notification et d'enregistrement, suivant le plan général reproduit dans l'annexe du document IP/C/M/15, aux fins de ses travaux au titre de l'article 23:4. Cette note a été distribuée sous la cote IP/C/W/85; le Conseil l'examinera à sa première réunion de 1998.